

Extrait du Jésus-Christ en France

<http://jesuschristenfrance.fr/l-eglise-et-la-france/article/reconstruire-notre-unite-nationale-ne-peut-passer-que-par-la-reconciliation-en>

Reconstruire notre unité nationale ne peut passer que par la réconciliation en profondeur de la République



Date de mise en ligne : jeudi 28 juillet 2016

tholcisme

Jésus-Christ en France -

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Reconstruire notre unité nationale ne peut passer que par la réconciliation en profondeur de la République avec le catholicisme

Par Christian Vénard

Modifié le 28/07/2016 à 07:29 - Publié le 27/07/2016 à 20:28 | Le Point.fr

Prêtre depuis 1997, le père Christian Vénard a choisi de servir comme prêtre au sein de l'armée française. Sur le terrain, il a ainsi accompagné les troupes françaises du Kosovo au Liban en passant par l'Afghanistan et le Mali. Une expérience qui l'a amené à co-écrire un livre, *Un prêtre à la guerre*, en collaboration avec Guillaume Zeller (Tallandier, 2012). C'est d'ailleurs en tant qu'aumônier militaire qu'il a vécu les derniers instants des deux militaires assassinés par Mohamed Merah, en mars 2012. Abel Chennouf et Mohamed Legouad sont morts alors qu'il leur tenait la main, et le « Padre » Vénard a accompagné le troisième, Loïc Liber, jusqu'à l'ambulance. Des morts violentes auxquelles son expérience militaire l'avait préparé, mais qu'il aura finalement rencontrées sur le territoire national et non en OPEX (Opération extérieure). Au lendemain de l'assassinat en pleine messe du père Hamel, l'abbé Vénard s'adresse, directement, à François Hollande. Pour lui, reconstruire notre unité nationale ne peut passer que par la réconciliation en profondeur de la République avec le catholicisme.

"Monsieur le président de la République, vous avez eu le courage de vous exprimer au nom de tous les Français en disant : Tuer un prêtre, c'est profaner la République. Permettez-moi de vous dire bravo et de vous remercier. Je retrouve en ces quelques mots l'homme que j'ai eu l'honneur de croiser, quelques courts moments, sur le fameux tarmac de Tombouctou (février 2013), ville martyre du fanatisme islamiste, que nous venions à peine de libérer, armées française et malienne réunies, depuis quelques jours.

Réconcilier tous les Français avec leur histoire

Je veux croire, monsieur le président, que par ces quelques mots prononcés au cours d'une allocution solennelle, dans les circonstances terribles que traverse notre pays bien-aimé, vous avez enfin décidé d'inverser le cours de l'histoire entre la République et la religion de la majorité des Français, le catholicisme. Il était temps ! Nous ne construirons pas l'unité nationale, invoquée par tous et seul réel rempart face à la barbarie, sur des valeurs d'exclusion. La laïcité a trop souvent été un vecteur de désunion pour en faire le socle de notre unité - quand bien même elle constitue, d'évidence, un des éléments-clés de notre vivre ensemble. Non, notre unité ne peut se reconstruire que dans une réconciliation nationale, qui passe par une réconciliation de tous les Français avec leur histoire. Une histoire qui, n'en déplaise à certains de vos propres ministres ou amis, n'en déplaise même à un certain nombre de vos adversaires de droite ou de droite extrême, a été marquée en profondeur et de manière indélébile par le catholicisme. À juste titre, depuis des années, dès qu'une mosquée a été une cible dans notre pays - mû aussi par une certaine culpabilité post-coloniale -, gens des médias et politiques se sont précipités pour de fermes condamnations. De même pour les actes antisémites - là aussi mûs par un énorme sentiment de culpabilité post-Shoah. La

manière dont j'ai pu vivre, de si près, les attentats de Merah et leurs suites me l'a par trop démontré : trop souvent les actes antichrétiens n'ont trouvé que peu d'échos. Vos propos d'hier, ceux de votre Premier ministre, marquent, je l'espère, la fin de ces temps.

Hier soir vous avez déclaré : Tuer un prêtre, c'est profaner la République. Le prêtre que je suis aurait pu se contenter de remarquer, avec une certaine acrimonie, que déifier ainsi un régime politique - on ne profane que ce qui est sacré et divin - participe précisément d'une hubris de l'État moderne, toujours dangereuse. Mais l'aumônier militaire que je suis aussi, cherchant chaque jour, depuis près de vingt ans, à réfléchir sur le sens de l'action politique et militaire et de sa coordination avec les forces spirituelles au sein de notre patrie, veut considérer dans votre propos quelque chose de nouveau, susceptible d'amorcer la refondation de cette unité nationale, si nécessaire en ces temps troublés. Pas une seconde je ne peux imaginer - comme certains l'ont déjà écrit - que le discrédit de la parole politique soit tel que ce propos soit insignifiant, ou le fruit du manque de professionnalisme de vos conseillers. C'est donc que ces paroles, venant du chef de l'État, chef des armées, ont été pesées, dans le cadre d'une déclaration officielle, et ont donc une portée novatrice dans la pensée politique de la Ve République.

Apurer notre histoire récente



La République que vous invoquez, monsieur le Président, n'a pas toujours été tendre, c'est le moins que l'on puisse écrire, avec l'Église catholique en général et avec ses prêtres en particulier. Faut-il rappeler ici les pontons de Rochefort, les milliers de prêtres guillotines ou déportés sous la Révolution française ? Faut-il, plus récemment, évoquer les milliers de religieuses et de religieux expulsés hors de France sous la IIIe République, et malgré leur retour sous les drapeaux en 1914 et les lourds sacrifices humains consentis par l'Église catholique au cours du premier conflit mondial, les tentatives à nouveau d'exclusion de la vie publique dès 1918 par certains idéologues républicains ? Faut-il rappeler les deux grandes spoliations de tous ses biens qu'a subies l'Église catholique de la part de la République, en 1791 et en 1905 ? La liste serait trop longue en deux siècles des avanies, des vexations, des persécutions voulues par la République à l'encontre d'une part importante de sa population : les catholiques - et ce, malgré le ralliement aux institutions républicaines demandé par Rome en 1892.

Reconstruire notre unité nationale ne peut passer, monsieur le Président, que par la réconciliation en profondeur de la République avec le catholicisme. Votre phrase en marque, je le souhaite de tout mon cœur, le début. Pourquoi ne pas créer une commission nationale de réconciliation, composée d'historiens, de politiques et de religieux, afin que nous puissions apurer notre histoire récente ? La République peut-elle enfin reconnaître les torts historiques qui ont été les siens en pourchassant ou en ostracisant une part non négligeable de sa population ? Ce faisant, avec courage, elle marquerait aussi les esprits et répondrait précisément, sur le plan doctrinal, à Daech.

Réconcilier la République, les Français, avec la religion qui a forgé leur histoire, marqué leurs paysages, pour le meilleur, parfois pour le pire, n'est pas vouloir faire de chacun d'eux un catholique pratiquant de tous les dimanches, pas plus qu'abandonner les principes de neutralité laïque de l'État. Non. Bien au contraire, c'est retrouver encore plus profondément les racines de notre désir de vivre ensemble dans ce pays merveilleux, à la culture non pareille, et qui a toujours su accueillir et intégrer tant d'étrangers désireux de

vivre de l'exception culturelle française, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. Il est important désormais que cessent les humiliations tant et tant de fois assénées, en particulier à travers les médias, aux catholiques de ce pays, sommés de tout accepter au nom d'une prétendue supériorité de l'athéisme militant. Il est primordial qu'à travers l'Éducation nationale et ses programmes, les jeunes Français se réapproprient leur histoire, avec certes ses médiocrités, mais aussi et surtout sa grandeur, sa fierté !

Monsieur le président de la République, à l'aune de cette phrase historique que vous avez prononcée hier, vous pourriez devenir, vous, socialiste, dont on dit que les questions religieuses ne sont pas celles qui vous passionnent le plus, l'homme d'État qui aura réussi non seulement à engager avec courage et abnégation la France dans le combat guerrier contre l'État islamique, mais plus encore, face à la barbarie islamiste, à réconcilier la France avec elle-même, c'est-à-dire avec toute son histoire bimillénaire."

Le père Christian Vénard, aumônier, militaire, est l'auteur de *Un prêtre à la guerre*, en coll. avec Guillaume Zeller (Tallandier, 2012) et de *La densification de l'être : se préparer aux situations difficiles*, en coll. avec Gérard Chaput et Guillaume Vénard (Prividef, 2014)

Site source à consulter

[le point Tuer un prêtre est ce profaner la république ?](#)